

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTCP/W/125

31 mai 1999

(99-2174)

**Groupe de travail de l'interaction du commerce
et de la politique de la concurrence**

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'AUSTRALIE

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 avril 1999, en lui demandant de la distribuer aux Membres.

Promotion de la coopération et de la communication entre les Membres de l'OMC

L'Australie mène une coopération très active avec d'autres pays sur les questions de concurrence, notamment en ce qui concerne la gouvernance économique et les pratiques à suivre pour élaborer le cadre le plus approprié pour favoriser la concurrence. Elle estime extrêmement utile d'encourager cette coopération. La coordination et la coopération avec d'autres pays permet de réduire les distorsions dues aux pratiques anticoncurrentielles, en particulier dans le contexte de la mondialisation croissante des échanges. Les travaux effectués dans ce cadre aident aussi l'Australie à mieux comprendre les questions de concurrence et les meilleures pratiques à envisager, tant pour l'économie australienne que pour celle d'autres pays. La coopération internationale en matière de concurrence a également des retombées positives indirectes car elle aide l'Australie à atteindre ses objectifs dans d'autres domaines comme la politique commerciale et la réforme économique intérieure.

C'est la Commission australienne de la consommation et de la concurrence (ACCC), administration responsable de l'application du droit de la concurrence, qui assume une grande partie de la coopération internationale concernant la politique de la concurrence, avec l'aide d'autres services fédéraux tels que le Département des affaires étrangères et du commerce (DAEC), le Département du Trésor et l'Agence australienne pour le développement international (AusAID). On trouvera ci-dessous un rapide aperçu des actions de coopération menées par l'Australie dans le domaine de la concurrence.

- Participation active aux comités de la concurrence, de la protection des consommateurs et des services publics d'organisations telles que l'APEC, l'OCDE, l'OMC, l'International Society of Consumer and Competition Officials (ISCCO), et l'International Marketing and Supervisory Network (IMSN), en assistant régulièrement aux réunions de ces organisations et/ou en y présentant des communications.
- Participation en tant qu'intervenant au programme de formation de l'APEC "Partenaires pour le progrès", organisé en Thaïlande (deux fonctionnaires de l'ACCC y ont participé en 1997, trois en 1998 et un en 1999). Deux autres programmes auxquels l'Australie participera sont prévus en 2000 et 2001.

- Accueil par l'ACCC de la Sixième Conférence antimonopole d'Asie et d'Océanie qui aura lieu en Australie en novembre 1999. Cet événement attire habituellement de nombreux hauts fonctionnaires des services de la concurrence de toute la région, et elle constitue un forum important pour l'élaboration de stratégies et de mécanismes de coopération au niveau de la région. La Conférence a pour but d'encourager le débat et le dialogue sur la politique et le droit nationaux et internationaux en matière de concurrence afin de développer l'harmonisation, la coopération et le travail en réseau entre les services de la concurrence et les organismes de réglementation.
- Participation active à des séminaires, conférences et ateliers internationaux dans les domaines de la concurrence, de la protection des consommateurs et de la réglementation des services publics.
- Invitations régulières de délégués d'organisations internationales ayant des activités apparentées à des visites d'étude en Australie.
- Conduite, sous la direction de l'ACCC et avec le financement de l'AusAID, d'un programme de formation de responsables de la République populaire de Chine visant à élaborer les régimes de concurrence et de protection des consommateurs de ce pays. Ce programme en trois phases, qui doit s'achever dans le courant de 1999, comportera des actions de formation en Chine et en Australie.
- Exécution d'un programme de renforcement des capacités de l'Afrique du Sud. Ce programme comportera des actions de formation et d'aide pour le développement de la Commission de la concurrence nouvellement créée en Afrique du Sud qui se dérouleront tant en Australie qu'en Afrique du Sud entre février 1999 et juin 2000. Dans la première phase du programme, deux fonctionnaires de l'ACCC se sont rendus en Afrique du Sud pour aider à préparer des manuels de formation et des méthodes en ce qui concerne les méthodes et les techniques de répression, et pour aider à examiner les dérogations au droit de la concurrence.
- Réunions de liaison régulières avec les organismes avec lesquels il existe des accords officiels de coopération (à savoir entre l'ACCC et la Commission néo-zélandaise du commerce et entre l'ACCC et la Commission taiwanaise des pratiques commerciales loyales).
- Programmes d'échange de personnel entre l'ACCC et la Commission néo-zélandaise du commerce, la Commission taiwanaise des pratiques commerciales loyales, le Bureau canadien de la concurrence et la Commission européenne (DGXXIV).
- Signature prévue (en avril 1999) d'un traité entre l'Australie et les États-Unis pour faciliter la coopération entre les services australiens et américains de protection de la concurrence. Ce traité contient des dispositions prévoyant l'échange de renseignements confidentiels.
- Participation de l'Australie à diverses activités de coopération technique ayant trait à la propriété intellectuelle. Cette participation devrait contribuer largement à accroître la cohérence entre politique commerciale et politique de la concurrence, notamment en facilitant le travail des entreprises, en facilitant la protection de la propriété intellectuelle et en réduisant son coût, et en appliquant le régime de la propriété

intellectuelle de manière à promouvoir des industries exportatrices compétitives sur le plan international.

- Soutien, par le biais du programme australien d'aide, à un large éventail d'actions de politique économique susceptibles d'intensifier la concurrence dans l'économie des pays partenaires. À titre d'exemple, on peut citer le Programme de réforme de la politique et de la gestion dans le Pacifique qui a pour objet d'accroître l'efficacité et la responsabilité des pouvoirs publics et de définir des cadres appropriés pour la gestion des ressources naturelles, le commerce et les investissements internationaux, et le secteur privé national.
-